

Cahier des clauses techniques particulières

Marché réservé
Marché 25CP14 portant sur des prestations
d'entretien des espaces verts pour le site de
Grignon d'AgroParisTech

Procédure adaptée passée en application des articles L.2113-12, L.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique.

Sommaire

Article 1 : Présentation générale _____	5
1.1 Acheteur _____	5
Article 2 : Objet du marché _____	5
Article 3 : Lieu d'exécution _____	5
Article 4 : Entretien des espaces verts _____	5
4.1 Prestations de tonte _____	5
4.2 Prestations de débroussaillage _____	6
4.3 Prestations de taille de haies _____	6
4.4 Prestations de taille des arbustes _____	6
Article 5 : Entretien des espaces verts de la cité résidentielle _____	6
5.1 Prestation de tonte, environ 25 000 m2 _____	7
5.2 Prestation de taille de haies, environ 100 ml _____	7
Article 6 : Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) _____	7
Article 7 : Planning et exécution des travaux _____	7
7.1 Visite contradictoire préalable à tout début d'exécution _____	7
7.2 Planning _____	7
7.3 Exécution _____	7
7.4 Hygiène et sécurité des chantiers _____	8
7.4.1 Contraintes _____	8
7.5 Vêtements de travail _____	8
7.6 Obligation de discrétion _____	8
7.7 Discipline _____	9
Article 8 : Obligation du titulaire _____	9
8.1 Obligations de résultat _____	9
8.2 Généralités _____	9
8.3 Développement durable - Environnement _____	9
8.4 Qualité des produits ou matériaux utilisés _____	10
8.5 Traitement des déchets _____	10
8.6 Modalités d'exécution des prestations _____	10
8.7 Clause environnement _____	10
8.7.1 Sur les engrais et amendements organiques en référence aux labels en vigueur ou équivalents _____	10
8.7.2 Sur la performance environnementale dans la préservation des sols, dans la préservation de la production de déchets, dans la gestion des déchets verts et dans la qualité environnementale des produits et matériels utilisés _____	12
Article 9 : Organisation du chantier _____	13
9.1 Accès au chantier - Approvisionnement _____	13
9.2 Stockage du matériel et des produits _____	13
9.3 Echafaudages et échelles _____	13

9.4 Provenance, qualité et utilisation des produits _____	13
Article 10 : Contrôle des prestations _____	13

Article 1 : Présentation générale

1.1 Acheteur

L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AgroParisTech)

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

dont le siège est situé au 22 Place de l'Agronomie – 91120 Palaiseau
représenté par Laurent Buisson agissant en qualité de Directeur général.

Article 2 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet de répondre aux besoins de travaux d'entretien d'espaces verts des pour le site de Grignon.

Il s'agit d'un marché réservé au secteur adapté pour l'ensemble des lots, en application de l'article L2113-12 du code de la commande publique.

Les prestations prévues au marché comprennent les principaux postes énumérés aux articles 1.1 à 1.2 suivants.

Article 3 : Lieu d'exécution

Le site concerné par cette consultation est :

- Centre de Grignon – 1 Avenue Lucien Bretignières – 78850 Thiverval-Grignon

Article 4 : Entretien des espaces verts

Le plan du Centre de Grignon est annexé au présent CCTP (« plan 1 »).

4.1 Prestations de tonte

Tontes, finitions rotofil, ramassage, évacuation et nettoyage.

Zones et fréquences des prestations :

	Nombre de passages annuel	Surfaces estimées en m2
1 -Deherain	7	10.000
2 - Château + doutes	7	2.290
3 - Pavillon du Directeur	7	3.200
4 - Français	7	2.500
5 - Grand H cour du X	7	720
6 - Grand H jardin des simples	7	370
7 - Allée des Sophoras	7	1.260
8 - Pelouse Grands Laboratoires + vandervynckt	7	5.350
9 - Résidences Olmer et Ratineau	7	1.000
10 - Cour des Meules + av. Brétignières	7	1.860
11 - CBAI	7	4.750

13 - BIOGER	7	3.750
-------------	---	-------

4.2 Prestations de débroussaillage

Débroussaillage, finition rotofil, évacuation et nettoyage.

Zones et fréquences des prestations :

	Nombre de passages annuel	Surfaces estimées en m2
11 - CBAI	2	350
12 - Gymnase	2	300
14 - EGER (Talus)	2	3.000

4.3 Prestations de taille de haies

Taille, évacuation et nettoyage.

Zones et fréquences des prestations :

	Nombre de passages annuel	Longueur estimée en mètre linéaire (ml)	Hauteur estimée en mètre (m)
Cour des meules	2	45	3
Poste	2	65	3
Pavillon du Directeur	2	70	1,5 à 2
Grand H jardin des simples	2	20	1,4
Deherain	2	150	1,5 à 2
Château	2	70	1,3
Pelouse Grands Laboratoires	2	60	0,4
Arboretum	2	35	2
CBAI	2	70	1,4
BIOGER	2	140	1,4
Résidences Olmer et Ratineau	2	100	1,5
Résidence Ratineau, haie de buis	2	80	2

4.4 Prestations de taille des arbustes

Taille, évacuation et nettoyage

Zones et fréquences des prestations :

	Nombre de passages annuel
Pavillon du Directeur	2
Français (8 cônes)	2
Pelouse Grands Laboratoires (4 sujets)	2
Allée des Sophoras (4 sujets au principal)	2

Article 5 : Entretien des espaces verts de la cité résidentielle

Le plan de la cité résidentielle est annexé au présent CCTP (« plan 2 »).

5.1 Prestation de tonte, environ 25 000 m2

Fauchage.

Fréquence des prestations : 2 passages par an

5.2 Prestation de taille de haies, environ 100 ml

Taille, évacuation et nettoyage.

Fréquence des prestations : 2 passages par an

Article 6 : Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La gestion du site de Grignon pourra faire appel au titulaire tout au long de l'exécution du marché, en cas de besoin et au moyen de bons de commande, pour les prestations suivantes :

PSE n°1 : Retrait du lierre sur les murs des douves et enceintes du château.

PSE n°2 : Elagage, éêtage ou abattage d'arbres, tilleuls, sophoras.

PSE n°3 : Extraction de souches

Article 7 : Planning et exécution des travaux

7.1 Visite contradictoire préalable à tout début d'exécution

Dans les 15 jours suivant la notification du marché, le titulaire de chaque lot devra impérativement convenir avec le responsable de centre d'une visite contradictoire qui devra être réalisée conjointement, afin de confirmer le recensement des besoins réalisé par le service bénéficiaire (nature des prestations et fréquentiel de passage souhaité), prévenir tout risque d'erreur d'appréciation des besoins et définir les modalités d'exécution définies aux articles 5.2 et 5.3 du présent CCTP.

Cette visite contradictoire donnera lieu à la rédaction d'un compte-rendu par le titulaire du lot, qu'il transmettra à la gestion de centre et au pôle achats-marchés de la DAFA d'AgroParisTech.

Cette visite contradictoire est obligatoire à tout début d'exécution des prestations.

7.2 Planning

Il est établi par la gestion de centre et communiqué au titulaire de chaque lot. Il peut être convenu d'un commun accord entre les parties et modifié en cours d'exécution du marché.

7.3 Exécution

L'horaire d'intervention doit tenir compte des impératifs de fonctionnement du bâtiment tels que précisés dans le présent CCTP et son annexe.

Pour les prestations exceptionnelles, l'horaire d'intervention sera précisé dans le bon de commande. En l'absence d'indication plus précise, les travaux sont exécutés du lundi au vendredi dans la plage horaire 08h00-17h00.

En tout état de cause, les horaires d'intervention devront au préalable être communiqués à la gestion de centre afin de vérifier qu'aucune gêne notable n'est générée par l'intervention.

Dans le cas contraire, elles sont effectuées sur une plage horaire fixée en accord avec la gestion de centre.

Calendrier prévisionnel d'exécution

S'agissant d'un marché avec obligation de résultat, la gestion de centre fixe une périodicité d'intervention qu'elle estime nécessaire pour atteindre le résultat attendu.

7.4 Hygiène et sécurité des chantiers

L'entreprise titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents sur les chantiers tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Un plan de prévention devra être formalisé avant tout début d'exécution des prestations.

Les interventions ont lieu dans des établissements occupés par les utilisateurs. En conséquence, les entreprises titulaires acceptent de prendre à leur charge et à leurs frais toutes dispositions en vue d'assurer la sécurité de leur personnel et du personnel ou du public fréquentant l'établissement.

Dans les lieux assujettis à la réglementation de la sécurité dans les bâtiments recevant du public, (E.R.P.), l'entreprise titulaire prend les mesures imposées par les règlements de sécurité, en accord avec la gestion de centre.

7.4.1 Contraintes

L'entretien des espaces verts doit être réalisé dans le respect des règles de bon fonctionnement des activités du site.

- en suivant rigoureusement les dispositions du plan de prévention,
- en respectant les consignes concernant la circulation à l'intérieur des sites concernés,
- en utilisant des véhicules et des matériels ayant satisfait aux exigences des contrôles techniques et à la réglementation en vigueur,
- en respectant les règles de sécurité du travail,
- en appliquant les consignes relatives aux accès sur les sites à traiter,
- en respectant les interruptions momentanées de la prestation demandée en cas d'activités, particulières sur le site (cérémonies, visites d'autorités, etc....).

L'entretien des espaces verts et des terrains doit être adapté aux configurations particulières liées aux conditions météorologiques (année exceptionnellement pluvieuse, problèmes d'enlèvement, détérioration des terrains, etc.). Ces particularités ne pourront influencer sur le prix proposé par les candidats.

7.5 Vêtements de travail

L'entreprise titulaire dote son personnel d'un vêtement de travail. Tout personnel intervenant sur le site doit porter en permanence un insigne spécifique de l'entreprise d'appartenance.

7.6 Obligation de discrétion

L'entreprise titulaire s'engage à garder strictement confidentielles toutes les informations portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché. Elle s'engage à faire respecter une telle obligation à son personnel et à ses sous-traitants le cas échéant.

7.7 Discipline

L'entreprise titulaire s'engage à faire respecter par son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres à chacun des sites.

Il est interdit au personnel du titulaire :

- d'utiliser le téléphone sans autorisation ;
- d'introduire ou consommer des boissons alcoolisées sur le chantier ;
- de pénétrer sur le site en état d'ivresse ;
- de provoquer du désordre sur le lieu de travail et ses dépendances ;
- de manquer de respect à la Personne Publique ou aux usagers ;
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- de se faire aider par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

Remplacement du personnel à la demande de la gestion de centre.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus, la gestion du centre est en droit, à tout moment, de demander le remplacement de telle personne, ou de lui refuser l'accès des lieux, en tout ou partie.

Article 8 : Obligation du titulaire

8.1 Obligations de résultat

Les éléments contenus dans le mémoire technique constituent le socle minimal d'obligation auquel le titulaire ne peut pas déroger. Le titulaire s'engage lors de la signature du marché à une obligation de résultat. La responsabilité du titulaire est engagée sur la seule constatation contradictoire que le résultat n'est pas atteint, sauf à justifier s'il le peut, une cause étrangère de force majeure.

Le titulaire prend les espaces à entretenir dans l'état où ils se trouvent à la notification du marché. Il ne pourra prétendre à aucune indemnité pour d'éventuelles prestations de remise en état pour manque d'entretien antérieur.

8.2 Généralités

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations d'entretien dans le respect des règles de l'art de la profession. Le titulaire prend à sa charge les moyens humains, les matériels et tous les produits nécessaires à l'exécution des prestations.

Par ailleurs, il s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout risque d'accident et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour occasionner le moins de gêne possible aux usagers et riverains.

8.3 Développement durable - Environnement

Pour le traitement des sols, le titulaire privilégie le recours aux produits végétaux tels que le compost de déchets verts ayant un impact réduit sur l'environnement.

Il respecte la réglementation en vigueur en ce qui concerne la sécurité des traitements phytosanitaires ayant un impact réduit sur l'environnement.

Outre dans le cadre de ses obligations fixées à l'article 6.7 du présent CCTP au titre de la clause environnementale, le titulaire assure l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire proposera à la gestion de centre des solutions pour le recyclage des déchets verts sous forme de compost notamment.

La démarche zéro-phyto

La législation prévoit depuis janvier 2017 l'interdiction de l'usage de ces produits dans les espaces verts ouverts au public.

La collecte des produits phytosanitaires interdits ou non utilisables (PPNU) s'effectue par la filière de gestion des déchets de l'agrofourniture, créée en 2001 avec ADIVALOR, éco-organisme privé créé par les professionnels de l'agro fourniture, les industriels, les distributeurs et les agriculteurs. Cette filière s'adresse à tous les professionnels utilisateurs de produits phytosanitaires professionnels (agriculteurs mais également collectivités et entreprises d'espaces verts). Elle s'appuie sur un réseau de 1300 opérateurs qui ont en charge l'organisation des collectes, l'entreposage et le regroupement des déchets dans 7000 dépôts et points de collecte.

Les consignes de tri et de préparation à respecter figurent sur le site d'ADIVALOR

http://www.adivalor.fr/collectes/produits_phytosanitaires.html

Cette information est communiquée à titre purement indicatif et toute autre filière de revalorisation des déchets de l'agrofourniture est acceptée.

8.4 Qualité des produits ou matériaux utilisés

Le mode de désherbage à privilégier pour l'ensemble des opérations d'entretien courant est celui des techniques mécanique ou thermique. Néanmoins, certains traitements par utilisation de produits phytosanitaires, réservée principalement à des cas exceptionnels ou zones difficilement accessibles, peuvent être effectués.

8.5 Traitement des déchets

Le titulaire évacue les déchets organiques et minéraux de préférence en centre de compostage ou centre de traitement agréé. Le coût d'élimination est inclus dans le marché.

8.6 Modalités d'exécution des prestations

Les modalités d'exécution du présent CCTP sont définies par des prestataires dites « forfaitaires » s'exécutant tout au long de l'année et des prestations exécutées ponctuellement sur demande de la gestion de centre.

8.7 Clause environnement

La clause environnementale porte à la fois :

8.7.1 Sur les engrais et amendements organiques en référence aux labels en vigueur ou équivalents

Un label est tout document, certificat ou attestation confirmant que les produits ou les services, les procédés ou les procédures concernés par la délivrance de ce label remplissent certaines exigences.

Le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve répondant à des exigences équivalentes ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans tout Etat membre de l'Union Européenne.

Le titulaire du marché **devra utiliser, pour les engrais et amendements organiques, un produit conforme à la réglementation en vigueur et portant référence à l'un des labels suivants ou équivalents :**



Le label Ecojardin – label pour les espaces verts

Le label EcoJardin, géré par Plante et Cité, NATURPARIF et des organismes indépendants, est un label qui concerne tous les espaces verts ouverts au public (parcs et jardins, espaces naturels, cimetières, terrains de sport, camping et sites d'hébergement de vacances).

Il certifie que ces espaces sont gérés de façon écologique selon les principes de base suivant :

- un label par site, qui s'assure que le gestionnaire du site est bien engagé dans une démarche globale de gestion écologique ;
- des audits basés sur des grilles d'évaluation communes et réalisés par des organismes externes indépendants ;
- l'engagement dans une démarche d'amélioration continue.



Le label Plante Bleue – label des horticulteurs et pépiniéristes

Créée en février 2011, la certification Plante Bleue est le label national de référence des horticulteurs et pépiniéristes français engagés dans une démarche de production respectueuse de l'environnement.

La certification Plante Bleue est reconnue par le ministère de l'agriculture au titre du niveau 2 de la certification environnementale, prévue par le Grenelle de l'environnement, pour l'activité d'horticulture environnementale.

Ce label s'inscrit ainsi dans un dispositif national reconnu par les pouvoirs publics. La certification Plante Bleue garantit officiellement que les végétaux certifiés ont été produits de manière écoresponsable par des entreprises de production horticoles françaises. Elle concerne les horticulteurs et pépiniéristes produisant des plantes en pot ou à massif, des fleurs, des arbres, des arbustes et des bulbes.

Les entreprises horticoles certifiées Plante Bleue sont soumises à des pratiques de production plus respectueuses de l'environnement et ont une obligation de résultats définis dans un cahier des charges précis. Les entreprises certifiées s'engagent ainsi à :

- optimiser l'arrosage ;
- limiter l'utilisation des engrais ;
- réduire les traitements ;
- trier et recycler les déchets ;
- réaliser des économies d'énergie ;
- respecter la faune et la flore locales.

Le cahier des charges de la certification comporte également un volet sur l'engagement social et sociétal (sécurité et santé au travail, gestion des relations humaines, rôle de l'entreprise dans son environnement sociétal, etc.) des entreprises horticoles.



verts

Le label Eve (Espace Vert Ecologique) – label pour les espaces

Ce référentiel est destiné à valoriser les pratiques écologiques dans la gestion, la création et la réhabilitation des espaces végétaux. Eve a été développée par ECOCERT en 2006, à la demande des collectivités et en collaboration avec un comité d'experts et de professionnels des espaces végétaux et de l'environnement.

Ce comité indépendant statue sur le contenu du référentiel et sur l'attribution du label à chaque espace végétal candidat. Il intègre les principes d'une gestion différenciée et permet d'inscrire la gestion, la création et la réhabilitation des espaces végétaux dans une logique de développement durable.

Pour obtenir le label Eve, la gestion des espaces végétaux doit respecter différents critères :

- l'absence de produits chimiques : herbicides, phytosanitaires, engrais de synthèse ;
- une politique d'économie de l'eau avec la connaissance de la consommation et la mise en place d'un plan de réduction ;

Cahier des clauses techniques particulières

25CP14 : Prestations d'entretien des espaces verts pour le site de Grignon d'AgroParisTech

- une attention pour le sol qui doit être considéré comme un milieu vivant et non un simple support : paillage, apport de matière organique, suivi régulier ;
- des actions en faveur de la biodiversité et du maintien de végétaux spontanés.



Le label ECOFERT – label produits (engrais et amendements organiques)

Le label Ecofert concerne les engrais et amendements organiques utilisés dans les espaces verts et jardins. Il veille au bon dosage des fertilisants, à des teneurs résiduelles réduites de divers polluants et agents pathogènes et à la maturité des composts. Les produits ainsi labellisés par Ecofert sont utilisables en agriculture biologique.

Par analyse, Ecofert veille à :

- la valeur agronomique ainsi que le dosage en éléments fertilisants annoncé par le producteur ;
- les teneurs résiduelles en divers polluants et agents pathogènes réduites (métaux lourds, pesticides et herbicides, xénobiotiques, radioactivité) ;
- le contrôle de la maturité des composts ;
- la qualification agronomique de la matière organique.

Par contrôle sur site, Ecofert garantit à :

- la traçabilité et l'assurance qualité ;
- la conformité des matières premières pour une utilisation en agriculture biologique (respect de l'annexe 1 du règlement CE n°889/2008).

8.7.2 Sur la performance environnementale dans la préservation des sols, dans la préservation de la production de déchets, dans la gestion des déchets verts et dans la qualité environnementale des produits et matériels utilisés

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire devra **appliquer des mesures de gestion environnementale** fondée sur le système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) ou sur tout autre mode de management environnemental, ainsi que la politique environnementale propre à l'entreprise, **en adoptant les mesures nécessaires** :

- à assurer la préservation des sols,
- à prévenir la production des déchets et dans la gestion des déchets verts ;
- à privilégier la qualité environnementale des produits et matériels utilisés.

Pour ce faire, le candidat/titulaire présente :

- **lors de la passation du marché » dans le mémoire technique** :
 - les consignes écrites ou la politique environnementale de l'entreprise, à son personnel,
 - les consignes écrites en termes de mesures et postures à appliquer en termes d'utilisation des engrais et amendements organiques, de prévention des déchets et de leur gestion, ainsi que les données techniques essentielles à garantir la qualité environnementale des produits et matériels utilisés.
- **pendant la durée d'exécution du marché** :
 - une copie des éléments de contrôle internes à l'entreprise (au choix du titulaire) permettant de s'assurer du respect des consignes énoncées ci-dessus, dans les 15 (quinze) jours suivant la demande du pouvoir adjudicateur. Le suivi de l'exécution de la clause environnementale est effectué tous les 6 (six) mois pendant la durée totale du marché.

Article 9 : Organisation du chantier

9.1 Accès au chantier - Approvisionnement

L'entreprise titulaire doit se rendre compte de l'état des lieux, des dispositions du terrain, des accès et abords des sites à maintenir, des possibilités de stockage des matériaux, des conditions de sécurité et des co-activités.

L'entreprise titulaire est tenue de se conformer à toutes les dispositions prescrites par les règlements de police et de voirie.

Toute difficulté rencontrée par le titulaire ou/et le bénéficiaire pour la mise en place du chantier devra être notifiée au pouvoir adjudicateur.

9.2 Stockage du matériel et des produits

Le titulaire assurera le stockage de ses matériels et produits.

Toute précaution devra être prise pour que les produits et matériels ne laissent aucune trace sur le sol.

Le stockage en vrac de produits pulvérulents sera interdit. Il appartiendra au titulaire de mettre en place des bacs de rétention avec séparation des catégories de produits.

En règle générale, à la fin de chaque journée de travail, le matériel et les produits devront être évacués du chantier.

Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissés sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par le service et aux frais du titulaire.

9.3 Echafaudages et échelles

Les échafaudages ou échelles devront obligatoirement être conformes aux normes et à la réglementation notamment en termes de sécurité.

9.4 Provenance, qualité et utilisation des produits

Tous les produits phytosanitaires nécessaires aux prestations seront fournis par le titulaire.

La liste des produits proposés pour l'exécution des prestations pourra être demandée par la gestion de centre.

Cette liste sera accompagnée des fiches techniques et des données de sécurité détaillées précisant notamment la provenance et la composition de chaque produit.

Le choix des produits est laissé à l'initiative du titulaire.

Le transvasement de produits dans des contenants non appropriés ou mal étiquetés est proscrit.

Le rinçage des appareils, l'évacuation des résidus et des emballages devront être conformes à la réglementation environnementale, et ce, à charge du titulaire du marché.

La gestion de centre se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations, ou de compromettre la sécurité des usagers.

Tout produit rebuté devra être immédiatement retiré et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Article 10 : Contrôle des prestations

Les prestations effectuées par le titulaire devront être suivies sur un carnet de liaison.

Un cahier de liaison est mis en place par la gestion de centre sur lequel peuvent y être notées les remarques éventuelles et les consignes concernant l'exécution des prestations ou les difficultés rencontrées.

Le contrôle des prestations sera effectué conformément aux dispositions de l'article 17 du CCAP.